

TURKEY RIGHTS MONITOR



Numéro 208 | Date 10-16 juin

(Les liens vers les sources correspondantes se trouvent sur la version en langue anglaise.)

DÉTENTIONS ET ARRESTATIONS ARBITRAIRES

Tout au long de la semaine, les procureurs ont ordonné la détention d'au moins 22 personnes pour des liens présumés avec le mouvement Gülen. En octobre 2020, un avis du Groupe de travail des Nations unies sur la détention arbitraire (GTDA) a déclaré que l'emprisonnement généralisé ou systématique de personnes ayant des liens présumés avec le groupe pouvait constituer un crime contre l'humanité. Solidarity with OTHERS a compilé une base de données détaillée pour suivre les détentions massives liées à Gülen depuis un coup d'État manqué en juillet 2016.

DISPARITIONS FORCÉES

Aucune nouvelle de Yusuf Bilge Tunç, un ancien travailleur du secteur public qui a été licencié par un décret-loi au cours de l'état d'urgence de 2016-2018 et qui a été signalé disparu le 6 août 2019 dans ce qui semble être l'un des derniers cas d'une série de disparitions forcées présumées de critiques du gouvernement depuis 2016.

LIBERTÉ DE RÉUNION ET D'ASSOCIATION

10 juin : La police turque a arrêté dimanche 10 personnes lors d'une marche des fiertés dans la province centrale d'Eskişehir, malgré l'interdiction imposée par le bureau du gouverneur sur les activités de la semaine des fiertés dans la ville.

10 juin : Lors de l'intervention de la police contre la manifestation organisée devant le bâtiment provincial du Parti de la justice et du développement (AKP) à Bursa en soutien à la Palestine, les manifestants ont été soumis à la violence physique de la police et ont été détenus en étant menottés dans le dos.

LIBERTÉ D'EXPRESSION ET DES MÉDIAS

12 juin : Le tribunal civil de première instance d'Uşak Banaz a décidé que l'actrice Ezgi Mola devait payer 10 000 TL de dommages et intérêts non pécuniaires pour un post sur les médias sociaux concernant le sergent Musa Orhan, qui a été condamné à 10 ans pour "agression sexuelle qualifiée" dans l'affaire concernant l'agression sexuelle présumée et le suicide d'un enfant.

14 juin : Un procureur a demandé des peines de prison pour six journalistes qui ont organisé une manifestation le 29 avril 2023, en soutien à leurs collègues qui ont été arrêtés dans des opérations centrées à Diyarbakır et Ankara.

13 juin : Les reportages sur la détermination que l'ancien directeur du service de renseignement de la Direction de la sécurité d'Istanbul Özgür Taşdemir a vidé le dossier criminel du président de Çalık Gayrimenkul affilié à Çalık Holding Ahmet Taçyıldız en échange d'un "manoir avec vue sur le Bosphore" ont été bloqués d'accès avec la décision de Bakırköy 1er Juge pénal.

13 juin : Des reportages sur l'allégation selon laquelle un haut fonctionnaire du ministère de la justice avait un historique de trafic d'appels (HTS) qui se chevauchait avec Ayhan Bora Kaplan, qui est jugé pour être le chef d'une organisation criminelle, ont été interdits d'accès par le 10e

tribunal pénal d'Ankara pour cause de violation des droits de la personne.

14 juin : Les nouvelles sur l'opération contre la structure financière de l'organisation terroriste DAESH ont été interdites d'accès par la décision du 4ème tribunal pénal de Bakırköy.

DÉFENSEURS DES DROITS HUMAINS

14 juin : L'avocate Zilan Gümüş, co-présidente de la branche d'Izmir de l'Association des droits de l'homme, a fait l'objet d'une surveillance policière et d'un harcèlement répété en raison de son travail de plaidoyer, ce qui a donné lieu à une conférence de presse de plusieurs organisations de défense des droits de l'homme appelant à la fin de l'intimidation et à l'ouverture d'une enquête sur les officiers responsables.

MINORITÉ KURDE

12 juin : Un tribunal turc a arrêté six hommes politiques, d'anciens maires et leurs adjoints dans la province à majorité kurde de Diyarbakır, qui avaient été placés en détention le 8 juin dans le cadre de la répression en cours contre les hommes politiques kurdes dans le pays.

CONDITIONS CARCÉRALES

15 juin : Le problème de l'eau dans la prison de type L de Çorum Sungurlu persiste. Depuis deux jours, il n'y a plus d'eau chaude ni d'eau froide, et les femmes qui vivent dans des quartiers de 20 personnes ont du mal à subvenir à leurs besoins quotidiens.

TORTURE ET MAUVAIS TRAITEMENTS

9 juin : Des femmes détenues à Malatya, traumatisées par des accusations sans fondement, se sont vu retirer leur foulard pendant trois jours et n'ont pas été autorisées à prier ou à rencontrer leurs avocats.

10 juin : Fatma Özbay, détenue malade à la prison pour femmes d'Izmir Şakran, n'a pas été emmenée pour des examens de routine alors qu'elle souffrait d'un cancer du sein.

11 juin : 2 personnes ayant eu un accident de la route dans le district de Çan à Çanakkale ont été arrêtées par la police et ont subi des violences physiques de la part de la police.

DROITS DES FEMMES

13 juin : Lors d'une cérémonie de remise des diplômes organisée dans le jardin d'une école secondaire du district de Gebze, à Kocaeli, certains élèves n'ont pas été autorisés à entrer dans la zone au motif qu'ils portaient une "tenue inappropriée".